

Paris, le 8 octobre 2003

Formation AGRICULTURE

Programme statistique 2004

page

INSEE

- Département de l'industrie et de l'agriculture - Division Agriculture2

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES
AFFAIRES RURALES**

- Service central des enquêtes et études statistiques - SCEES5

- Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - DPMA21

MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (MSA) 24

INSEE
Département de l'industrie et de l'agriculture
Division Agriculture

1. Exposé de synthèse

Les travaux de la division Agriculture de l'INSEE sont structurés autour de trois thèmes :

- **élaboration des comptes de l'agriculture**, afin d'alimenter le cadre central de la comptabilité nationale et de produire un compte « spécifique » présenté à la commission des comptes de l'agriculture de la nation, compte qui est également fourni à EUROSTAT ;
- **élaboration de trois indices de prix agricoles** : indice des prix des produits agricoles à la production - lppap -, indice des prix d'achat des moyens de production agricole - lpampa -, indice des prix de gros alimentaires relevés à Rungis. Les deux premiers sont des indices demandés par Eurostat.
- **études** : celles-ci sont relatives au fonctionnement économique des exploitations agricoles (coûts de production, études économiques utilisant le fichier des bénéficiaires réels agricoles) et à l'étude des revenus « globaux » des foyers d'agriculteurs (c'est-à-dire y compris les revenus non agricoles). D'autres études sont également menées sous un angle macro-économique (commerce extérieur notamment).

2. Travaux nouveaux pour 2004

En ce qui concerne les synthèses statistiques, 2004 devrait voir l'aboutissement des travaux menés dans le cadre du groupe de travail du CNIS Agriculture, relatifs à l'établissement d'un compte de patrimoine de la branche agricole. Ce compte, établi par le Scees et l'Insee, serait présenté à la CCAN du printemps 2004.

Au niveau des études, l'axe principal de travail concerne l'exploitation des fichiers fiscaux, si possible appariés avec des sources spécifiquement agricoles, afin d'étudier les revenus et plus généralement les variables financières :

- Source fiscale « ménages » (IR)
 - La prochaine opération d'appariement entre le RICA et les fichiers fiscaux de l'impôt sur les revenus (IR) aura lieu sur l'année 2003, après 1991 et 1997 (encore exploité aujourd'hui). En 2004, les fichiers fiscaux ne seront pas encore disponibles mais il faudra poursuivre la préparation de cette opération
- Source fiscale des bénéficiaires réels agricole (BRA)
 - L'année 2003 devrait voir la poursuite de l'exploitation de l'appariement avec le recensement agricole (RA 2000).

L'étude du dynamisme des exploitations (de leur agrandissement en particulier) sera approfondie à partir des données du recensement agricole.

En ce qui concerne le commerce extérieur de la filière agroalimentaire, les études publiées s'arrêtent aux statistiques de 1996. L'examen de la période récente est en cours et devrait se concrétiser en 2004.

Par ailleurs, le modèle permettant l'analyse des coûts de production par produit continuera à être alimenté par la source RICA.

3. Opérations répétitives

Elaboration des **comptes de l'agriculture** et **suivi de la conjoncture agricole** : elles donneront lieu aux productions traditionnelles (compte provisoire 2003, compte prévisionnel 2004, présentations ainsi que réunions du groupe technique dans le cadre de la CCAN, suivi du commerce extérieur agroalimentaire, participation aux notes de conjoncture de l'Insee). La préparation de la base 2000, dont la publication est prévue en 2005, se poursuivra par ailleurs.

Les **trois indices** calculés par la division Agriculture (Ippap, Ipampa, indice des prix de gros relevés à Rungis) continueront à être publiés mensuellement. Ces indices font partie des données suivies dans le cadre de l'observatoire économique des prix des produits agricoles et alimentaires, mis en place au sein du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire, et aux travaux duquel la division participe. A partir des indices de janvier 2004, à publier fin février, les indices seront ceux de la base 2000.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2004

Aspects « européens »

Comme chaque année, la division Agriculture participera au comité de la statistique agricole et représentera la France au groupe de travail d'Eurostat sur les comptes et les prix agricoles (ainsi que, le cas échéant, aux task force correspondantes).

En fonction des orientations données par Eurostat, la division poursuivra sa participation aux travaux d'expertise des comptes agricoles des états membres. Elle pourrait par ailleurs être sollicitée dans le cadre d'actions de coopération sur les domaines des comptes et des indices de prix agricoles.

6. Liste des publications

6.1 Publications diffusées en 2002

- **Insee Première :**

François RAGEAU - L'Agriculture en 2001 en Europe et en France
(N°859 - juillet 2002)

Claire LESDOS - Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 2002
(N°876 - décembre 2002)

- **Synthèses :**

Les comptes de l'agriculture en 2001 (Rapport présenté à la commission des comptes de l'agriculture de la Nation, session du 11 juillet 2002). N° 64, août 2002 (en collaboration avec le Scees).

L'Agriculture - Installation et développement (14 articles écrits par le Cnasea, l'Inra, l'Insee, la MSA et le Scees). N° 63, juillet 2002.

- **Document de travail :**

Evolution des prix agricoles et alimentaires. Jean Rouchet. (Etude présentée à la CCAN). N° E2002/08

- **Articles publiés à l'extérieur de l'INSEE :**

Le compte prévisionnel de l'agriculture française pour 2002. (Rapport présenté à la commission des comptes de l'agriculture de la Nation, session du 18 décembre 2002). Publié dans Agreste Cahiers n°4, décembre 2002 (Scees).

La pluriactivité gagne du terrain dans les exploitations professionnelles. Nathalie Delame. Agreste N°2, juin 2002.

6.2 Prévisions de publications pour 2003

Deux Insee Première traditionnels sur les comptes de l'agriculture (l'agriculture en Europe et en France ; les comptes prévisionnels).

Le rapport sur les comptes de l'agriculture en 2002, dans la collection « Synthèses ».

Une étude sur les coûts de production, en France et en Europe.

Un document de travail de l'Insee-Direction des statistiques d'entreprises sur les comparaisons entre les résultats du RICA et les fichiers fiscaux des bénéficiaires réels agricoles.

Un document de travail présentant les soldes intermédiaires de gestion, la structure financière et l'investissement des exploitations, sur la base de l'appariement RA2000 - fichiers fiscaux des entreprises.

Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales Service central des enquêtes et études statistiques - SCEES

1. Exposé de synthèse

L'année 2004 est la première année du programme moyen terme 2004-2008. Cette période intercensitaire devrait permettre de mieux valoriser les données disponibles et de rénover notre dispositif.

Deux **enquêtes** importantes ont lieu en 2003 : l'enquête "eau et assainissement" en partenariat avec l'IFEN et l'enquête structures 2003. L'exploitation et la diffusion de ces deux enquêtes se poursuivront en 2004. Par ailleurs, une enquête statistique sur l'agriculture et la pêche à Mayotte a lieu en 2003 et sera exploitée en 2004.

En plus du programme courant, deux enquêtes nouvelles sont prévues en 2004. L'enquête "aviculture 2004" apportera des données de cadrage sur le secteur avicole, notamment les bâtiments d'élevage. L'enquête cheptel porcin de novembre 2004 sera complétée par un volet sur l'alimentation : importance de la fabrication d'aliments à la ferme et alimentation "biphase". Une enquête d'initiative régionale sur les oliviers pourrait également être réalisée.

Une étude pilote sera menée sur la possibilité de rassembler de l'information statistique sur les déchets agricoles dans le cadre du récent règlement européen sur les statistiques de déchets.

Par ailleurs, l'enquête TERUTI-LUCAS doit être renouvelée : documents géoréférencés, changement d'échantillon, harmonisation de nomenclatures. Cette rénovation doit débuter en 2004.

En 2004, les travaux **d'études et de synthèse** seront plus particulièrement centrés sur les points suivants :

En ce qui concerne les aspects comptes, 2004 devrait voir la finalisation des opérations de rebasement 2000 en collaboration avec l'INSEE, en l'occurrence le bouclage des séries : comptes régionaux et départementaux, comptes par OTEX ; 2004 devrait être aussi la première année de mise en œuvre des décisions prises dans le cadre du groupe de travail du CNIS sur les comptes de l'agriculture : nouveaux indicateurs de revenu, élaboration d'un compte de patrimoine.

Le RICA est lancé pour l'exercice 2003 auprès d'un échantillon de 7886 exploitations agricoles, suivant le plan de sélection présente en annexe 1.

La réflexion sur le mode de production du RICA commencée en 2003 se poursuit. A partir d'une étude de l'existant, notamment sur les utilisations des données, cette réflexion doit évaluer la qualité de la collecte, de l'échantillonnage et permettre une évolution de l'organisation globale de la production du RICA.

L'organisation des travaux de conjoncture au SCEES a fait l'objet en 2002 d'une réflexion approfondie pour rationaliser au mieux l'utilisation d'Internet et l'articulation entre la note de conjoncture générale et les notes de conjonctures spécialisées et développer une base de données conjoncturelles. Cette réflexion devrait aboutir en 2004 à la mise à disposition de nouveaux produits de conjoncture.

Les bilans d'approvisionnement, réalisés annuellement à la demande d'Eurostat, vont être complétés par un bilan fourrager synthétisant les consommations des différentes espèces.

L'accent sera mis en 2004 sur l'étude des sources administratives, ceci dans un objectif opérationnel d'utilisation aussi bien au niveau des données de synthèse qu'en complément, voire en substitution de sources ou d'enquêtes existantes. Les données issues de la BDNI seront expertisées en vue de leur emploi pour le calcul des effectifs bovins et de la production bovine, notamment au niveau départemental. En collaboration avec l'INSEE, les travaux de rapprochement des données d'emploi du SCEES et de la MSA devraient se poursuivre. Fort de l'expérience qu'il a acquise lors de la sirénisation

du fichier du recensement, le SCEES sera amené à jouer un rôle majeur dans les travaux de sirénisation des fichiers administratifs.

L'année 2004 sera aussi consacrée au début des réflexions sur la mise en œuvre du programme moyen terme : étude de faisabilité d'une réforme de l'établissement des comptes départementaux, évolution de l'opération valeur vénale des terres.

Enfin, dans le cadre de la LOLF, les données de synthèses seront mobilisées pour l'approvisionnement des indicateurs de suivi des objectifs.

Dans le **domaine des IAA**, l'amélioration de la qualité des enquêtes continuera d'être en 2004 un axe de travail prioritaire. Les efforts en matière de renforcement de l'exhaustivité des fichiers de lancement, de réduction des délais, de cohérence des résultats, temporels ou intersources, seront poursuivis. Ils s'inscriront notamment dans le cadre de la charte de qualité des enquêtes de branche dont une première évaluation a été réalisée devant le Comité du Label du CNIS au printemps 2003. Ces efforts bénéficieront également de l'aboutissement du projet de gestion et de coordination des enquêtes auprès des industries agricoles et alimentaires qui, lancé fin 1999 a débouché fin 2002 sur la mise en place du fichier central de lancement d'enquêtes et courant 2003 sur la mise en production progressive du nouveau système de stockage et de traitement des données individuelles et agrégées issues des enquêtes de branche. La confrontation entre enquêtes de branche et enquête annuelle d'entreprise bénéficiera à compter de 2004 de l'intégration progressive des données individuelles en provenance des enquêtes de branche déléguées auprès des organisations professionnelles agréées. Par ailleurs la recherche d'une meilleure représentativité de l'indice de la production industrielle sera poursuivie par la mise en œuvre de nouvelles séries témoins dans des domaines mal couverts. Une première investigation sera menée dans le domaine du café.

Toutes les enquêtes régulières du SCEES continueront à être réalisées en 2004 sans évolution majeure. Pour les enquêtes thématiques, après celle programmée à l'automne 2003 sur les relations entre entreprises, une enquête sur la gestion des connaissances sera menée en coopération avec d'autres services enquêteurs et plus particulièrement le SESSI.

Il est également prévu de renouveler en 2004 l'enquête triennale sur les matières premières utilisées pour la fabrication d'aliments composés pour animaux de ferme.

Une étude sur la détermination d'un périmètre coopératif élargi englobant les coopératives et l'ensemble de leurs filiales mobilisant les données des EAE et de l'enquête « liaisons financières » de l'INSEE sera menée en 2004 dans le cadre d'un groupe de travail au sein du Conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole. Elle débouchera à terme sur la production de données annuelles.

En matière de **diffusion**, l'ensemble des produits de diffusion du recensement agricole est disponible. Une convention a été passée avec l'INRA : les chercheurs de l'INRA ont déjà préparé des articles d'études sur le RA qui vont alimenter la revue "Agreste Cahiers".

Le site Internet Agreste est de plus en plus fréquenté (environ 10 000 visites par mois en 2002). Un suivi statistique est effectué afin de mieux répondre à la demande. Le dispositif allégé de conjoncture est en cours de réalisation. Pour la conjoncture spécialisée, la diffusion papier a été supprimée. Toutes les informations sont sur le site Agreste et un service d'envoi électronique a été créé.

Pour 2005, nous envisageons les travaux suivants :

- enquête sur la structure de la production légumière (réalisée début 2005)
- enquête sur les signes officiels de qualité (2005)
- Enquête Structure (fin 2005)
- préparation des enquêtes pratiques culturelles et bâtiments d'élevage de 2006
- en fonction de l'étude pilote de 2004, suite des travaux sur les déchets pour répondre au règlement européen.

2. Travaux nouveaux pour 2004

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, rénovées et de périodicité supérieure à l'année

a) Enquête aviculture (2004)

L'objet de cette enquête est de connaître les structures de production des exploitations avicoles : parc de bâtiments, conditions d'élevage, modalités de production et volumes, conditions de stockage des déjections animales, consommation d'aliments ... En effet, les enquêtes structures sont insuffisantes pour avoir une bonne connaissance du secteur et il est nécessaire de faire un point inter censitaire. La dernière enquête remonte à 1995.

Cette enquête est réalisée uniquement en métropole.

La formation a émis un avis d'opportunité favorable sur cette enquête.

b) Enquête sur les structures de la production légumière en 2004 (réalisée en 2005)

L'objectif de cette enquête est de connaître les structures de production, l'emploi et les modes de commercialisation des exploitations légumières. Ainsi, elle permettra de disposer une fois sur la période inter-censitaire de données de cadrage sur la production de légumes destinées au marché de frais ou de transformation. Les légumes représentent 6% de la valeur de la production agricole pour 1% de la superficie agricole utilisée.

Cette enquête est réalisée en métropole et dans les DOM.

La formation a émis un avis d'opportunité favorable sur cette enquête.

c) Enquête sur les productions agroalimentaires sous signes officiels de qualité et d'origine (2005).

L'année 2004 sera consacrée à la préparation d'une deuxième génération d'enquête sur les produits sous signes officiels de qualité et d'origine programmée pour le premier semestre 2005. Cette enquête sera réalisée, auprès de 600 à 700 détenteurs de signes sur le territoire métropolitain et dans les DOM, elle a pour objectif de suivre les productions sous signes officiels de qualité et d'origine hors agriculture biologique.

L'enquête sera réalisée par les services régionaux de la statistique agricole du Ministère en charge de l'Agriculture.

La formation a émis un avis d'opportunité favorable sur cette enquête.

2.2 – Autres travaux nouveaux ou rénovés prévus pour 2004

a) Enquête cheptel porcin – volet alimentation

Les enquêtes cheptels porcins ont été présentées en 2002 au comité du label pour obtention du label. Il a été mentionné dans l'avis rendu par le comité du label, que ces enquêtes pouvaient comporter un volet annuel permettant de répondre à des questions ponctuelles, sans perturber leur réalisation par téléphone. A la demande des utilisateurs consultés lors de la préparation du programme à moyen terme, un volet alimentation sera adjoint au questionnaire de l'enquête porcine de novembre 2004.

Il abordera deux points :

- l'importance relative de la fabrication d'aliment à la ferme,
- la part de la pratique de l'alimentation "biphase" destinée à diminuer les exploitations d'azote dans les rejets animaux.

Le comité du label (séance du 13 juin 2002) a considéré qu'il n'était pas nécessaire de soumettre au comité du label les volets des enquêtes animales dans la mesure où ils restaient très limités. Cependant, il a demandé que les questionnaires lui soient envoyés lors de la demande de visa, pour le tenir informé, avant l'enquête, du contenu des volets.

b) Enquête TERUTI-LUCAS

En 2004, débutera la préparation de la rénovation de l'enquête Teruti-Lucas sur l'utilisation du territoire. Les principaux éléments de la rénovation sont le géoréférencement des points utilisant dès que possible le système géodésique national RGF93, les harmonisations de nomenclatures en relation avec l'enquête européenne LUCAS, le changement d'échantillon en cohérence avec LUCAS et l'amélioration de la qualité.

c) Base de sondage rénovée des exploitations agricoles

L'objectif est la mise à jour de la liste des exploitations agricoles figurant dans la Base de Sondage rénovée (identification, localisation et données de cadrage des exploitations) afin de disposer d'une liste qui soit la plus proche possible de la réalité pour la constitution des univers de tirage propres à telle ou telle enquête du SCEES.

Les principaux thèmes abordés sont :

- identification des exploitations agricoles (raison sociale, statut juridique, identifiant SIRET, ...)
- localisation des exploitations (adresse du siège, du chef d'exploitation et du responsable économique et financier)
- données de cadrage permettant de qualifier les exploitations (superficie agricole utilisée, principales cultures et principales spéculations animales...).

Cette enquête est nécessaire pour compléter les informations obtenues sur les "nouvelles" exploitations agricoles via le répertoire SIRENE, par nos enquêtes ou par les fichiers administratifs.

La formation a émis un avis favorable sur l'opportunité de cette enquête.

3. Opérations répétitives

La liste des opérations répétitives figure en annexe II.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Les travaux sur les statistiques administratives, en particulier l'exploitation de la BDNI-IPG, visent à alléger, voire supprimer à terme les enquêtes cheptel-bovins de mai et novembre.

5. Aspects particuliers du programme 2004

5.1 Aspects régionaux et locaux

L'enquête "structures", réalisée fin 2003 et diffusée en 2004, comporte 70 000 questionnaires. Elle est représentative au niveau et régional.

5.2 Aspects environnementaux

L'enquête "structures 2003" comporte un volet environnemental : irrigation et gestion des parcelles.

L'enquête "eau et assainissement" réalisée en partenariat avec le MEDD permettra une meilleure connaissance de l'économie de l'eau, premier secteur économique lié à l'environnement.

L'enquête aviculture 2004 comporte un volet environnemental : conditions de stockage des déjections animales, modalités de résorption des effluents, traitements, épandage.

Une étude pilote sera menée sur la possibilité de rassembler de l'information statistique sur les déchets agricoles, dans le cadre du récent règlement européen sur les statistiques de déchets.

5.3 Aspects européens

Les contraintes européennes restent fortes sur l'ensemble du programme de l'année 2004. D'une part, une enquête sur la structure des exploitations agricoles sera conduite en 2003 dans les quinze Etats

membres selon les orientations arrêtées par le règlement CE n° 143/2002 de la Commission. Une autre aura lieu en 2005. D'autre part, la rénovation de Teruti-Lucas s'inscrit dans le cadre de l'harmonisation européenne de l'enquête Lucas. Il s'agit de l'observation à travers une nomenclature harmonisée de l'utilisation des sols et du partage entre agriculture et hors agricole y compris pour des aspects environnementaux.

Les travaux de réflexion commencés en 2002 sur des indicateurs agro-environnementaux devraient également s'accroître et éventuellement donner lieu à certaines modifications des statistiques existantes ou tout au moins à la préparation de telles modifications.

Une étude pilote sera menée sur la possibilité de rassembler de l'information statistique sur les déchets agricoles, dans le cadre du récent règlement européen sur les statistiques de déchets.

Le SCEES continuera d'observer la situation des pays candidats au regard des travaux de statistique agricole et d'avancement de "reprise de l'acquis communautaire". Il apportera son appui au processus d'amélioration dans le cadre communautaire et à travers des engagements mobilisant d'expertise de services officiels de statistique agricole. Malheureusement cet apport du SCEES ne peut être que limité compte tenu du volume de travail que requiert la mise à niveau de tous ces pays.

6. Liste des publications

Publications 2002

- **AGRESTE CONJONCTURE La note**
Mensuel
- **AGRESTE CONJONCTURE Industries agroalimentaires**
Trimestriel
- **AGRESTE CONJONCTURE Bilan conjoncturel de l'année 2002**
Annuel
- **AGRESTE CONJONCTURE Le bulletin**
Mensuel
- **AGRESTE CONJONCTURE Commerce extérieur agroalimentaire**
Mensuel
- **AGRESTE CONJONCTURE Grandes cultures**
Mensuel
- **AGRESTE CONJONCTURE Légumes**
Mensuel
- **AGRESTE CONJONCTURE Fruits**
Mensuel de mai à novembre
- **AGRESTE CONJONCTURE Viticulture**
Mensuel de juillet à novembre
- **AGRESTE CONJONCTURE Lait et produits laitiers**
Mensuel

- **AGRESTE CONJONCTURE Aviculture**
Mensuel
Numéro spécial « année 2001 »
- **AGRESTE CONJONCTURE Productions animales**
Apériodique
- **AGRESTE CONJONCTURE Commerce extérieur bois et dérivés**
Trimestriel
- **AGRESTE GraphAgri**
L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires 2002
Mai 2002
- **AGRESTE Primeur**

- n°106 Une agriculture à multiples facettes Recensement agricole 2000 dans les Dom
- n°107 Le tourisme à la ferme reste marginal Moins de 2% des exploitations proposent un hébergement
- n°108 Des élevages porcins toujours plus gros Le cheptel moyen double en douze ans
- n°109 Des retraits pour désengorger les marchés Bilan de l'année bovine 2001
- n°110 78000 éleveurs spécialisés dans la viande bovine Une présence essentielle dans les zones de montagne
- n°111 Nouvelle baisse du résultat courant avant impôts en 2000 Les résultats des exploitations agricoles du RICA
- n°112 Les ménages agricoles fidèles à leurs traditions. La cohabitation des générations persiste.
- n°113 Hausse globale du revenu malgré de fortes disparités. Les comptes provisoires de l'agriculture par département et catégorie d'exploitations.
- n°114 Les prix tirent la croissance - .Enquête annuelle d'entreprise IAA résultats provisoires 2001.
- n°115 La croissance des prix ralentit. La valeur vénale des terres agricoles en 2001.
- n°116 80 % des grandes cultures dans 120 000 exploitations. Pérennité assurée chez les céréaliers.
- n°117 44 %des exploitations dans l'urbain ou le périurbain. Elles cultivent la moitié des céréales et élèvent un tiers des bovins
- n°118 Un tiers des petites coopératives dans la vinification. Leur importance décroît au fil des ans
- n°119 Stabilité du revenu malgré la baisse des prix. Les comptes prévisionnels de l'agriculture par catégorie d'exploitations pour 2002

- **AGRESTE Cahiers**

- | | | |
|-----|---------------|--|
| n°1 | Juin 2002 | Résultats économiques des exploitations agricoles en 2000 |
| n°2 | Juillet 2002 | Les ménages d'agriculteurs en 2000: un sur trois est pluriactif
L'agriculture au féminin se professionnalise
Une concentration géographique des productions modérée depuis 1970
Sociétés agricoles: entre modernité et tradition
De père en fils, les exploitations agricoles conservent leurs particularités nationales |
| n°3 | Octobre 2002 | Recensement Agricole 2000 Viticulture |
| n°4 | Décembre 2002 | Les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 2002 |

- **AGRESTE Chiffres et Données Agriculture**

n°138	janvier	2002	Statistique agricole annuelle Résultats 2000
n°139	février	2002	Rica France Tableaux standard 2000
n°140	février	2002	Statistique agricole annuelle Résultats provisoire 2001
n°141	avril	2002	L'utilisation du territoire en 2001 – nouvelle série 92 à 2000
n°142	Juillet	2002	Statistique agricole annuelle – résultats 2001
n°143	octobre	2002	Bilan d'approvisionnement agroalimentaires 2000 - 2001
n°144	novembre	2002	Structure de la propriété forestière privée en 1999
n°145	novembre	2002	Le prix des terres agricoles 2001

- **AGRESTE Chiffres et Données Agroalimentaire**

n°104	novembre	2001	Production des IAA en 2000 Enquête de branches y compris Prodcom
n°105	décembre	2001	Les matières premières de l'alimentation animale en 2000
n°106	mars	2002	IAA Entreprises de 20 salariés ou plus - EAE : Résultats sectoriels et régionaux 2000
n°107			Exploitations forestières et scieries EAE résultats sectoriels et régionaux des entreprises 1998 – 1999- 2000
n°108	Mai	2002	Récolte de bois et production de sciages en 2000
n°109	Mai	2002	Coopération agricole- Organismes coopératifs agricoles employant 10 salariés et + - EAE résultats sectoriels et régionaux 2000
n°110	Août	2002	Les consommations d'énergie dans les IAA et les scieries en 2000

- **AGRESTE Recensement agricole 2000**

L'essentiel – Viticulture - 1 tome

L'essentiel – départements d'outre-mer - 4 tomes

- **STATISTIQUE PUBLIQUE – SYNTHÈSES**

n° 63 : Agriculture - Installation et développement

n° 64 : Les comptes de l'agriculture en 2001

- **AGRESTE Numérique – cédéroms**

L'essentiel – Viticulture France métropolitaine (1 cédérom)

L'essentiel – Viticulture Interrégions (5 cédéroms)

L'inventaire – France métropolitaine – (1 cédérom)

L'inventaire – Région (21 cédéroms)

L'inventaire - Départements d'Outre-Mer – (1 cédérom)

Industries agricoles et alimentaires Entreprises de 20 salariés ou plus - EAE : Résultats sectoriels et régionaux 1998 1999 2000

Statistique agricole annuelle 1989 à 2001

Les comptes régionaux et départementaux de l'agriculture Série 1990 2001 en base 95

- **Divers**

Paiements compensatoires aux surfaces cultivées – Année 2001, publication réalisée conjointement par l'ONIC, la SIDO et le SCEES

- **AGRESTE DOM**

Février : Agreste Dom n°3 Année 2000, Statistique agricole annuelle, Comptes départementaux de l'agriculture.

Mars 2002 : Agreste Dom n° 4 Recensement agricole 2000 "Outre-Mer, l'agriculture perd des surfaces et concentre des production".

Décembre 2002 : Agreste Dom : n° 5 "Services publics d'eau" et "Beaucoup d'eau à la Réunion".

ANNEXE I

Le plan de sélection de l'échantillon 2003 du RICA (Réseau d'information comptable agricole)

Le texte de base fondant le Réseau d'information comptable agricole (règlement n° 79/65/CEE du Conseil de l'Union européenne du 15 juin 1965) prévoit une procédure annuelle d'approbation du plan de sélection (ou d'échantillonnage) devant une instance officielle représentative, le Comité national. Comme le dispose l'arrêté interministériel du 17 septembre 2001 relatif au RICA, le CNIS constitue, en France, le Comité national du RICA. La formation Agriculture du CNIS est donc invitée à donner un avis sur les grandes lignes de l'échantillon et à approuver, le cas échéant, les orientations proposées.

Bref rappel méthodologique

Le Réseau d'information comptable agricole est une enquête statistique qui possède quelques spécificités fortes, liées notamment à son objectif (constatation annuelle des résultats économiques des exploitations agricoles) et à son adossement à une comptabilité. La fiche RICA suppose faite une comptabilité, dont elle reprend les données essentielles, auxquelles sont ajoutées des données extra-comptables sur la structure de l'exploitation interrogée.

En raison de la masse et des caractéristiques des données à recueillir et du coût unitaire de l'enquête, le RICA ne peut concerner qu'un échantillon relativement léger d'exploitations agricoles *professionnelles*. L'indispensable accord préalable des exploitants et le recours à des organismes tiers (centres de gestion du réseau CER France, autres centres de comptabilité et experts comptables) rendent quasi obligatoire de recourir à la méthode des *quotas*.

En pratique, dans cette méthode, *l'univers*, connu à partir d'un recensement ou d'une enquête lourde, est découpé en strates fondées sur des caractères relativement faciles à observer et bien corrélés avec les variables étudiées. Des objectifs de collecte à atteindre sont déterminés pour chaque strate. Pour le RICA, ces strates sont des croisements région x OTEX (orientation technico-économique) x classe de dimension (au total 22 régions x 17 OTEX x 5 classes de taille = 1 870). L'univers est fourni par le recensement agricole ou les enquêtes structures.

Les responsables régionaux du RICA doivent en outre respecter un tableau à caractère budgétaire et organisationnel (répartition par *sous-échantillon*). Les fiches RICA ont en effet 3 types d'origine : comptabilités entièrement prises en charge par l'Administration, pour les exploitations au forfait n'ayant aucune contrainte réglementaire (sous-échantillon 1), comptabilités tenues par des exploitations soumises au régime fiscal du bénéfice réel (sous-échantillon 2), comptabilités liées à des aides publiques (sous-échantillon 3). Ces 3 types correspondent à des coûts unitaires très différents, passant de 1 250 € TTC pour le sous-échantillon 1 à 440 € pour les exploitations au bénéfice réel et à 140 € pour le sous-échantillon 3.

À ces objectifs quantitatifs précis s'ajoutent d'autres contraintes plus ou moins formalisées : couverture géographique correcte, représentation correcte des formes sociétaires, renouvellement (modéré mais réel) de l'échantillon. Ne peuvent en outre être recrutées que des exploitations dont l'exercice comptable est l'année civile (ou proche de l'année civile).

Il est en réalité impossible de respecter strictement l'ensemble des contraintes et des pertes peuvent en outre être constatées entre les quotas, la signature des conventions et la constitution réelle des fiches, en raison de l'abandon en cours d'exercice de certaines exploitations, de leur disparition, de problèmes divers. Ces pertes sont toutefois maintenant compensées, grâce à des listes de remplacement établies lors de conventions. Les écarts entre quotas et échantillons réels sont d'autre part neutralisés lors du dépouillement, car les coefficients d'extrapolation sont recalculés, sur le même univers ou sur un univers actualisé.

Bilan de la sélection 2002 et proposition pour l'échantillon 2003

Depuis 1990, l'échantillon global pour la France entière se situe dans la fourchette 7 500 - 7 900 exploitations, avec quelques fluctuations dues à des contraintes budgétaires plus ou moins fortes.

Évolution de l'échantillon national de 1990 à 2003

Nombre de comptabilités

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Quota	8 213	8 076	8 171	8 210	8 092	7 562	7 660	7 633	7 699	7 763	7 821	7 862	7 881	7 886
Fichier définitif	7 528	7 467	7 765	7 732	7 906	7 532	7 608	7 572	7 713	7 752	7 758	7 802	7 869 (*)	

(*) Pour 2002, il s'agit en fait d'une estimation à partir des conventions signées.

L'échantillon RICA français est donc légèrement supérieur à la contrainte communautaire, fixée à 6 100 exploitations (avec une contribution financière jusqu'à 7 230 exploitations). Il permet une bonne représentativité nationale et une représentativité régionale en général acceptable.

La **sélection 2002**, telle qu'elle peut être appréhendée par les conventions, est très proche en terme global des quotas présentés au CNIS l'an dernier. Le nombre total d'exploitations est de 7 869. Les agents du ministère ne tiennent plus qu'une cinquantaine d'exploitations. Les centres de comptabilité et secondairement les experts-comptables tiennent la quasi-totalité des comptabilités.

La répartition entre **sous-échantillons** est à nouveau sensiblement remaniée en **2003**, pour tenir compte de la tendance lourde à l'assujettissement d'un nombre toujours croissant d'exploitations au régime du bénéfice réel. Les exploitants recrutés dans le RICA en tant que bénéficiaires de certaines aides publiques sont au contraire de moins en moins nombreux. Les plans d'amélioration matérielle (ou PAM) sont en diminution. L'aide à la comptabilité est maintenant définitivement supprimée (les dossiers déposés avant le 1^{er} janvier 1997 ouvraient le droit à une aide pendant 5 ans). Le sous-échantillon 3 a donc été de nouveau réduit, tout en restant relativement sur représenté.

Quotas nationaux par sous-échantillon

Nombre de questionnaires

Année	2001 (fichier définitif)	2002 (quota)	2002 (sélection) (*)	2003 (quota)	Évolution 2002 à 2003
Sous-échantillon					
1 (compta. ad-hoc)	1 274	1 139	1 151	1 095	- 56
2 (bénéfice réel)	5 337	5 677	5 649	5 761	+ 112
3 (PAM)	1 191	1 065	1 069	1 030	- 39
Total	7 802	7 881	7 869	7 886	+ 17

(*) Bilan de la sélection effectué à partir des conventions signées.

La **répartition OTEX x CDEX de 2003** est déterminée avec le recensement agricole 2000, comme celle de 2002. Comme en 2002, ce sont les coefficients de marge brute standard de 1996 qui sont utilisés. L'univers est le même qu'en 2002. Mais les changements importants sur l'univers en 2002 n'ont pas pu être tous pris en compte dans l'échantillon 2002. L'échantillon réel 2003 devra être plus proche de l'échantillon théorique, notamment pour ce qui est de la classe de grande dimension et pour certaines OTEX (horticulture, granivores).

La répartition régionale est quasiment identique à celle de 2002. La seule évolution notable devrait concerner cette année encore l'échantillon corse, qui est encore peu représentatif, mais qu'il est difficile d'accroître. L'objectif de 150 n'a pu être atteint en 2002, il est reconduit sur 2003.

Réseau d'information comptable agricole

SÉLECTION 2002

Quotas par sous-échantillon*

RÉGION		SS-ÉCH. 1	SS-ÉCH. 2	SS-ÉCH. 3	TOTAL
11	ÎLE-DE-FRANCE	2	162	-	164
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	18	402	47	467
22	PICARDIE	25	276	24	325
23	HAUTE-NORMANDIE	19	165	9	193
24	CENTRE	34	418	65	517
25	BASSE-NORMANDIE	40	178	38	256
26	BOURGOGNE	50	275	77	402
31	NORD - PAS-DE-CALAIS	30	285	24	339
41	LORRAINE	27	198	33	258
42	ALSACE	23	118	31	172
43	FRANCHE-COMTÉ	41	163	28	232
52	PAYS DE LA LOIRE	76	397	74	547
53	BRETAGNE	56	475	103	634
54	POITOU-CHARENTES	66	268	27	361
72	AQUITAINE	97	317	87	501
73	MIDI-PYRÉNÉES	101	334	92	527
74	LIMOUSIN	48	114	40	202
82	RHÔNE-ALPES	108	310	48	466
83	AUVERGNE	70	226	72	368
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	73	262	107	442
93	PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	66	252	40	358
94	CORSE	75	71	4	150
TOTAL FRANCE		1 145	5 666	1 070	7 881

* échantillon 1 : exploitations ne disposant pas déjà de comptabilité ;
échantillon 2 : exploitations soumises au régime réel d'imposition ;
échantillon 3 : exploitations bénéficiant d'un PAM ou d'une aide à la comptabilité.

Réseau d'information comptable agricole

SÉLECTION 2003**Quotas par sous-échantillon***

	RÉGION	SS-ÉCH. 1	SS-ÉCH. 2	SS-ÉCH. 3	TOTAL
11	ÎLE-DE-FRANCE	2	162	0	164
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	17	405	45	467
22	PICARDIE	24	278	23	325
23	HAUTE-NORMANDIE	18	166	9	193
24	CENTRE	32	421	66	519
25	BASSE-NORMANDIE	38	181	37	256
26	BOURGOGNE	47	281	74	402
31	NORD-PAS-DE-CALAIS	28	288	23	339
41	LORRAINE	26	200	32	258
42	ALSACE	22	120	30	172
43	FRANCHE-COMTÉ	39	168	26	233
52	PAYS DE LA LOIRE	70	408	69	547
53	BRETAGNE	52	483	99	634
54	POITOU-CHARENTES	56	283	23	362
72	AQUITAINE	92	325	84	501
73	MIDI-PYRÉNÉES	96	342	89	527
74	LIMOUSIN	46	118	39	203
82	RHONE-ALPES	104	310	52	466
83	AUVERGNE	66	233	69	368
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	69	275	98	442
93	PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	67	249	42	358
94	CORSE	84	65	1	150
	TOTAL FRANCE	1 095	5 761	1 030	7 886

* Échantillon 1 : exploitations ne disposant pas déjà de comptabilité,
échantillon 2 : exploitations soumises au régime réel d'imposition,
échantillon 3 : exploitations bénéficiant d'un PAM.

Réseau d'information comptable agricole

SÉLECTION 2003**Quotas par OTEX-CDEX***

	CDEX	5-6	7	8	9	10	total
OTEX							
13 Céréales, oléagineux, protéagineux		18	140	616	564	33	1 371
14 Autres grandes cultures		8	48	195	324	81	656
28 Maraîchage		4	32	76	73	21	206
29 Fleurs et horticulture diverse		2	33	68	56	18	177
37 Vins d'appellation		6	62	272	384	120	844
38 Autre viticulture		5	52	121	69	5	252
39 Fruits et autres cultures permanentes		6	36	117	125	42	326
41 Bovins lait		13	272	738	182	1	1 206
42 Bovins élevage et viande		46	259	264	36	-	605
43 Bovins lait, élevage et viande		1	39	123	61	1	225
44 Ovins, caprins et autres herbivores		21	162	161	24	-	368
50 Granivores		5	25	63	81	17	191
60 Polyculture		3	35	108	79	14	239
71 Poly élevage à orientation herbivores		4	16	69	44	1	134
72 Poly élevage à orientation granivores		1	17	70	63	5	156
81 Grandes cultures et herbivores		7	80	353	335	20	795
82 Autres combinaisons cultures élevage		3	18	57	55	2	135
TOTAL		153	1 326	3 471	2 555	381	7 886

* OTEX : orientation technico-économique,
CDEX : classe de dimension.

ANNEXE II

Liste des opérations répétitives en 2004

CHAMP DE L'ENQUETE ET MODALITES D'EXECUTION	ETAT D'AVANCEMENT, DATE DE PUBLICATION OU DELAI DE PUBLICATION POUR LES OPERATIONS PERIODIQUES
<p align="center">AGRICULTURE ET FORET</p> <p align="center">INSEE et ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales</p>	
<p><u>Réseau d'information comptable agricole (RICA) et sondes technico-économiques du RICA</u></p> <p>Sondage auprès de 7800 exploitations agricoles parmi lesquelles 450 donnent lieu à un dispositif d'observation complémentaire (sondes technico-économiques).</p>	<p>AGRESTE Primeur</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1ers résultats année n : décembre n + 1 - rapports annuels année n : décembre n + 1
<p align="center">Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales</p>	
<p>Les enquêtes effectuées dans les DOM sont rassemblées dans le dernier paragraphe.</p>	
<p align="center">Structures agricoles et milieu rural</p>	
<p><u>Enquête sur l'utilisation du territoire</u></p> <p>Sondage auprès d'un échantillon de 560 000 points d'observation déterminés à partir de 15 5000 photographies aériennes. Enquête européenne LUCAS renouvelée en 2003</p>	<p>AGRESTE Données - début n + 1</p>
<p><u>Enquête annuelle auprès des établissements d'enseignement agricole public et privés</u></p> <p>Enquête par correspondance auprès de quelque 790 établissements d'enseignement technique agricole privés.</p>	<p align="center">Pour mémoire</p>
<p><u>Base de sondage rénovée des exploitations agricoles</u></p>	<p align="center">Pour mémoire</p>
<p align="center">Productions végétales</p>	
<p><u>Enquête sur les terres labourables</u></p> <p>Sondage réalisé par correspondance et téléphone auprès de 18000 d'exploitations agricoles dans environ 63 départements.</p>	<p>AGRESTE Conjoncture grandes cultures, du 15 août au 15 décembre suivant les cultures.</p>

Productions végétales (suite)	
<p style="text-align: center;"><u>Enquête de prévision de production légumière</u></p> <p>Enquête auprès d'exploitants, de groupements de producteurs, de marchands de plants, de négociants ou de coopératives (l'enquête concerne uniquement les principaux départements de production).</p>	AGRESTE Conjoncture légumes, mensuel en cours de campagne.
<p style="text-align: center;"><u>Enquête de prévision de production fruitière</u></p> <p>Enquête auprès d'exploitants, de correspondants et de groupements de producteurs (l'enquête concerne uniquement les principaux départements de production). Principaux fruits et agrumes, raisin de table, prune à pruneau.</p>	AGRESTE Conjoncture fruits, mensuel en cours de campagne.
<p style="text-align: center;"><u>Enquête de prévision de production vin</u></p> <p>Enquête auprès d'exploitants, de correspondants et de coopératives de vinification (l'enquête concerne uniquement les principaux département de production).</p>	AGRESTE Conjoncture viticulture, mensuel en cours de campagne.
Activités forestières	
<p style="text-align: center;"><u>Enquête annuelle d'entreprise dans les secteurs exploitation forestière et scierie</u></p> <p>Enquête exhaustive auprès des entreprises employant 20 salariés et plus (300 entreprises). NAF : 02.0B, 20.1A.</p>	AGRESTE Données début n + 2
<p style="text-align: center;"><u>Enquête annuelle sur les branches d'activité : exploitation forestière et scierie</u></p> <p>Enquête par sondage auprès de quelque 8 000 entreprises. NAF : 02. 0B, 20.1A, 20.1B, 20.3Z</p>	AGRESTE Données printemps n+ 2
<p style="text-align: center;"><u>Enquête annuelle sur la consommation d'énergie des établissements industriels (scieries)</u></p> <p>Enquête par sondage auprès des établissements de dix salariés et plus. NAF : 20.1 A</p>	Résultats définitifs : AGRESTE Données automne n+ 1
<u>Enquête annuelle sur les pépinières forestières privées et administratives</u>	Pour mémoire

Statistiques animales	
<p align="center"><u>Enquêtes cheptel bovin</u> <u>au 1^{er} mai et 1^{er} novembre</u></p> <p>Sondage par téléphone auprès de quelque 5 000 (1^{er} mai) et par visite d'enquêteur auprès de quelque 17 000 (1^{er} novembre) exploitations agricoles détenant des bovins.</p>	<p>AGRESTE Conjoncture productions animales le 15 août (résultats de mai) le 15 février (premiers résultats de novembre).</p>
<p align="center"><u>Enquête cheptel porcin au</u> <u>1^{er} mai et 1^{er} novembre</u></p> <p>Sondage par téléphone et auprès de quelque 2500 (1^{er} mai) et par visite d'enquêteur auprès de quelque 8 000 (1^{er} novembre) exploitations agricoles détenant des porcins.</p>	<p>AGRESTE Conjoncture productions animales les 15 août et 15 novembre</p>
<p align="center"><u>Enquêtes sur le cheptel ovin et caprin</u></p> <p>Enquête par sondage en novembre auprès de quelque 6 000 exploitations agricoles détenant des ovins et 3 000 détenant des caprins.</p>	<p>AGRESTE Conjoncture productions animales 15 mars n + 1</p>
<p align="center"><u>Enquête sur l'activité des couvoirs</u></p> <p>Enquête mensuelle exhaustive auprès d'environ 200 couvoirs</p>	<p>AGRESTE Aviculture (mensuel) 40 jours après le mois d'activité.</p>
<p align="center"><u>Enquête sur l'activité des sélectionneurs et</u> <u>multiplicateurs de souche de volailles</u></p> <p>Enquête mensuelle exhaustive auprès de 7 distributeurs de souches avicoles et de 15 sélectionneurs (dindes et pintades reproductrices)</p>	<p>Idem</p>
<p align="center"><u>Enquête auprès des centres de conditionnement</u> <u>d'œufs et de casseries</u></p> <p>Enquête mensuelle par sondage auprès de 130 centres, complétée par une enquête annuelle exhaustive auprès de 450 centres restants.</p>	<p>Idem</p>
<p align="center">Enquêtes réalisées dans les départements d'Outre-Mer</p>	
<p align="center"><u>Enquête sur l'utilisation du territoire</u> (Guadeloupe, Martinique, Réunion)</p> <p>Sondage auprès d'un échantillon de points d'observation à partir de quelque 15 photographies par département.</p>	<p>AGRESTE département en septembre n</p>

<p><u>Relevés mensuels des prix à la production</u> (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion)</p> <p>Sondage auprès d'un échantillon d'exploitations agricoles et de marchés représentatifs de gros.</p>	<p>AGRESTE départemental Conjoncture Publication mensuelle</p>
<p><u>Indice des prix d'achats des moyens de production</u> (Réunion)</p> <p>Relevés de prix auprès des revendeurs coopératifs ou distributeurs.</p>	<p>AGRESTE départemental Publication mensuelle</p>
<p>Enquêtes diverses</p>	
<p><u>Enquêtes sur la conjoncture agricole départementale</u></p> <p>Enquêtes auprès d'exploitants et de correspondants.</p>	<p>AGRESTE régional et départemental AGRESTE Conjoncture générale (mensuel)</p>

Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - DPMA

1. Exposé de synthèse

2003 aura été pour le secteur de l'aquaculture, l'année de la valorisation des résultats du premier recensement de la conchyliculture avec la diffusion des tableaux standard et la publication des analyses et des principales études et pour celui des pêches maritimes, celle du transfert de la nouvelle base centrale de données du centre informatiques des Affaires maritimes vers le bureau central des statistiques.

Ce transfert qui se double d'une refonte complète de la base et de la chaîne de traitement utilisée dans les centres régionaux (saisie, rapprochements et contrôles) va permettre de mettre l'accent sur la fourniture de données de plus en plus ciblées (sur l'effort de pêche par exemple) et la construction d'indicateurs qui constitueront un ensemble d'outils d'aide à la décision pour la conduite de la politique nationale et communautaire des pêches. Le secteur est de plus en plus encadré du fait des menaces sur la ressource. Le bureau doit donc développer sa capacité à répondre à l'accroissement considérable de la demande. Son rôle doit également se renforcer dans la fourniture des données nécessaires aux scientifiques chargés d'évaluer l'évolution des stocks en mer.

La constitution d'un système complet de données de type économique sur les entreprises de pêche devrait se réaliser avec l'accès, sur la base d'un règlement communautaire, à des données collectées par des organismes scientifiques.

2. Travaux nouveaux pour 2004

2.1 Enquête renouvelée

Les premiers résultats du recensement de la conchyliculture ont été produits trop tardivement pour pouvoir constituer le socle nécessaire à la rénovation de l'enquête annuelle de production de l'aquaculture. Cette rénovation n'interviendra donc qu'à partir de 2004. Le bureau central des statistiques (BCS) va s'appuyer sur les résultats du recensement 2002 et en particulier sur la constitution de qui aura été un premier vrai fichier statistique d'entreprises conchylicoles pour rénover cette enquête annuelle réalisée par voie postale. Le questionnaire, du fait du mode d'enquête devra rester simple, toutefois, le questionnement sera diversifié et un volet variable d'une année à l'autre permettra d'approfondir périodiquement la connaissance des principales spécificités du secteur. D'autre part des méthodes seront testées pour passer progressivement d'une enquête exhaustive à une enquête par échantillonnage qui permettrait d'alléger la phase de collecte, de faire porter l'effort sur la qualité des réponses et de raccourcir les délais de traitement.

2.2 Autres travaux nouveaux

Le BCS ne dispose actuellement que de données simples concernant les aspects économiques du secteur, la principale étant l'estimation grossière du chiffre d'affaire à partir de la connaissance des captures et des prix de ventes (essentiellement les ventes en criée). A partir de 2004, il devrait avoir accès à l'ensemble des agrégats comptables pour des échantillons d'entreprises de pêche. Ces nouvelles données vont permettre d'identifier quelles sont les caractéristiques des flottilles économiquement les plus fragiles et de faire des simulations pour estimer les conséquences que pourraient avoir toutes les décisions politique de préservation de la ressource et donc de limitation des prises. Il s'agit donc de d'un domaine nouveau pour les statistiques de pêches pour lequel les attentes sont particulièrement fortes tant au niveau du ministère de l'Agriculture que de la Commission européenne.

Par ailleurs, une enquête exhaustive sur l'activité des navires est réalisée sur le littoral depuis 2002 par l'Ifremer. Les données collectées sont basiques mais suffisantes pour avoir une bonne connaissance sur l'activité en terme de « métier ». L'engin de pêche, l'espèce ciblée et la taille des navires, la zone de pêche et le port d'attache par exemple permettent de constituer des groupes homogènes de navires dont l'activité est comparable. Des études seront menées en 2004 pour élaborer sur cette base une méthode consolidée d'estimation des pratiques et des captures à partir de la connaissance d'un échantillon et pratiquer au redressement des données manquantes.

3. Opérations répétitives

Les opérations habituelles de collecte de données de production se poursuivront en continu pour le secteur de la pêche avec une recherche constante d'amélioration des taux de réponse par les professionnels et de qualité des données produites en renforçant les contrôles et en complétant la capacité d'expertise des agents chargés du traitement.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Le passage d'une enquête « aquaculture » exhaustive à une enquête par sondage à partir de 2004 est de nature à alléger la charge des entreprises qui se plaignent d'être trop souvent sollicitées par des enquêtes répétitives en provenance de divers organismes.

De la même façon, la mise au point d'une méthode fiable et non biaisée d'estimation des captures de pêche sur la base d'un échantillon glissant de pêcheurs ira, à l'horizon 2005 dans le sens d'un tel allègement.

5. Aspects particuliers du programme 2004

5.1 Aspects régionaux et locaux

Il n'est pas prévu de développement en 2004 permettant d'améliorer la connaissance des phénomènes locaux par rapport à la situation actuelle. Le recensement de la conchyliculture de ce point de vue se révèle un peu décevant par rapport aux objectifs fixés. Le secteur de la pêche et de l'aquaculture concernant un faible nombre d'entreprise ne se prête pas facilement à des développements locaux.

5.2 Aspects « environnement »

Aucune évolution prévisible en 2004.

5.3 Aspects européens

Les statistiques concernant la pêche et l'aquaculture sont complètement ancrées dans un cadre européen du fait de la politique commune des pêches. Une partie importante de l'activité du bureau est mobilisée pour répondre à des règlements communautaires toujours plus nombreux et à des besoins spécifiques d'informations exprimés par la Commission européenne. La plupart des évolutions évoquées dans le programme 2004 ont pour but d'aider le bureau à améliorer son efficacité afin de répondre aux exigences communautaires.

6. Liste des publications

Le bureau central des statistiques de la DPMA, ne possède pas de support de publication qui lui soit propre. Les principales données concernant les pêches et l'aquaculture sont publiées dans Agreste, la revue de la statistique agricole, dans les publications d'organismes partenaires et dans celles des organismes internationaux (Eurostat, OCDE, FAO...).

Le bureau doit continuer à renforcer en 2004 sa capacité à valoriser la production statistique de la pêche et de l'aquaculture en publiant davantage d'informations dans des délais plus courts et en réalisant des études par exemple à partir des données du recensement de la conchyliculture.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Les principales orientations du programme à moyen terme sont pour l'essentiel respectées. En particulier le recensement de la conchyliculture effectué par le réseau des enquêtes du SCEES s'est déroulé de façon très satisfaisante pour ce qui est de la phase de collecte. Les réalisations prennent malheureusement plus de temps qu'initialement prévu pour des raisons souvent variables d'une action à l'autre mais les améliorations apportées au système d'information sont conformes au programme initial.

Mutualité sociale agricole - MSA

1. Exposé de synthèse

La Direction des Statistiques et des Etudes Economiques et Financières de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) produit, valide et met à disposition les statistiques des régimes de sécurité sociale relevant du code rural. Ces statistiques font partie des éléments justificatifs financiers détaillés des recettes et des dépenses que doit fournir à sa tutelle la MSA en tant que gestionnaire d'un service public. Elles permettent également la réalisation de simulations nécessaires à l'évaluation de l'impact de mesures nouvelles économiques ou sociales. Pour cela, la DSEEF crée ou maintient des systèmes d'informations par branche de cotisations (salariées et non-salariées) et de prestations (maladie, famille, vieillesse et accidents du travail).

La direction gère également l'Observatoire Économique et Social (OES) qui valorise les informations statistiques dans le domaine économique et social. Celui-ci couvre quatre champs de connaissances : santé, retraite, famille et économie agricole.

Les travaux relatifs aux systèmes d'informations de la Direction (création, refonte ou maintenance) répondent essentiellement aux besoins suivants :

- recherche de cohérence entre les diverses sources d'informations gérées par la CCMSA et des autres régimes de protection sociale (données comptables et données statistiques) et recherche d'exhaustivité et de pertinence tant en matière de champ que de variables observées,
- enrichissement des informations disponibles pour répondre aux évolutions de la législation ou à des demandes ponctuelles (convention d'objectifs et de gestion signée entre la MSA et l'État),
- automatisation des remontées d'informations pour gagner en rapidité, productivité et dans le respect des normes de qualité.

2. Travaux nouveaux

La MSA a été sollicitée par l'ACOSS pour la réalisation de travaux communs sur l'emploi et les aides à l'emploi, aussi bien dans l'analyse du passé, que dans le domaine prévisionnel.

Par ailleurs, l'année 2004 verra la mise en place d'un modèle économétrique de prévision de l'emploi salarié à moyen terme (10 ans), ainsi que la construction d'indicateurs avancés pour anticiper les évolutions de court terme ce même salariat agricole.

3. Opérations répétitives

Les travaux répétitifs du département Statistiques de la CCMSA se distinguent par branche de législation et support statistique et figurent dans les tableaux en annexe.

4. Liste des publications

- **Catalogue de l'observatoire économique et social de la MSA**

Éditions StatOES récentes et/ou ponctuelles

- **Économie agricole : non-salariés**

Le célibat chez les exploitants agricoles en 1995 (février 1997, 4 pages, gratuit)

Vivre et travailler au pays, lieu de naissance, lieu d'exploitation des agriculteurs (mars 1997, 4 pages, gratuit)

La pluriactivité des exploitants agricoles en 1996 (janvier 1998, 4 pages, gratuit)

Les agriculteurs en 1995 : analyse et typologie à partir de l'enquête Agripanel 1995 (décembre 1997, étude 66 pages, 32 francs, synthèse 4 pages, gratuit)

L'agrandissement des superficies moyennes entre 1995 et 1996 (février 1998, 8 pages, gratuit)

La formation des exploitants agricoles en 1995 (mars 1998, 4 pages, gratuit)

La population des exploitants agricoles entre 1992 et 1997 (avril 1998, 4 pages, gratuit)

Les formes juridiques en agriculture : évolutions et réalités (août 1998, 4 pages, gratuit)

La population des femmes chefs d'exploitation en 1997 (août 1998, 4 pages, gratuit)

Le budget annexe des prestations sociales agricoles en 1998. Évolution depuis 10 ans (septembre 1998, 4pages, gratuit). Les installations aidées et non aidées en agriculture en 1998 (août 1999, 4 pages, gratuit)

La population des exploitants agricoles en 1998 (août 1999, 4 pages, gratuit)

Les caractéristiques des exploitants selon le type d'imposition en 1998 (avril 2000, 4pages)

Les personnes protégées en AMEXA en 1999 (juillet 2000, 4 pages)

Analyse de la population gérée en MSA. Etat des lieux à partir des données disponibles en MSA pour une approche globale de la précarité. Données nationales et départementales (août 2000, 4 pages).

Les caractéristiques des exploitants selon le type d'imposition en 1998 (avril 2000, 4 pages)

Les personnes protégées en AMEXA en 1999 (juillet 2000, 4 pages)

Analyse de la population gérée en MSA. Etat des lieux à partir des données disponibles en MSA pour une approche globale de la précarité. Données nationales et départementales (août 2000, 4 pages).

La population des exploitants agricoles en 1999 (janvier 2001, 4pages)

Bilan de l'installation des jeunes agriculteurs sur la période 1995-1999 (janvier 2001, 24 pages)

L'agrandissement des exploitations entre 1999 et 2000 (avril 2001, 32 pages)

Les caractéristiques des exploitants selon le type d'imposition en 2000 (mai 2001, 4 pages)

Les conjoints collaborateurs cotisant en l'an 2000 (juillet 2001, 4 pages)

La population des exploitants agricoles en 2000 (juillet 2001, 4 pages)

Les cotisants de solidarité en 2000 (août 2001, 4 pages)

Les chiffres repères des actifs non salariés en 2000 (septembre 2001, 365 pages)

Les bénéficiaires de l'exonération jeune agriculteur de 1995 à 2000. Etude (décembre 2001, 24 pages)

L'exonération partielle de cotisations sociales des jeunes agriculteurs de 1995 à 2000. Synthèse (décembre 2001, 4 pages)

Le statut de conjoint collaborateur et le rôle de la femme en agriculture en 2001 (mars 2003, 6 pages)

- **Économie agricole : salariés**

Le travail salarié dans le système d'emploi agricole : une analyse des trajectoires professionnelles (septembre 1996, 36 pages, 18 francs). Le salariat agricole en 1995 (juin 1997, 9 pages, gratuit)

La viticulture en 1995 (juillet 1997, 4 pages, gratuit)

Titre emploi saisonnier agricole : bilan quantitatif de l'année 1997 (septembre 1998, 12 pages, gratuit)

Groupements d'employeurs et précarité de l'emploi (avril 1999, 9 pages, gratuit)

Gros plan sur un secteur d'activité agricole : les contrats à durée déterminée dans la viticulture en 1997 (juin 1999, 16 pages, gratuit)

Les aides à l'emploi dans le régime agricole : les contrats de travailleurs occasionnels en 1997 (août 1999, 26 pages, gratuit)

Les aides à l'emploi dans le régime agricole : les apprentis dans le régime agricole en 1997 (octobre 1999, 20 pages, gratuit)

Gros plan sur un secteur d'activité agricole : la coopération et sa place dans les industries agro-alimentaires (mars 2000, 18 pages)

Gros plan sur un secteur d'activité agricole : les organismes de service hors banque et assurance (juin 2000, 12 pages)

Analyse de la population gérée en MSA. Etat des lieux à partir des données disponibles en MSA pour une approche globale de la précarité. Données nationales et départementales (août 2000, 4 pages)

Les emplois à durée indéterminée. Analyse de la mobilité des salariés en CDI dans le régime agricole (avril 2001, 52 pages)

Tableau de bord de l'emploi (avril 2001, 326 pages)

Les contrats d'insertion dans le régime agricole en 1999. Etude. (décembre 2001, 37 pages)

Les bénéficiaires de l'exonération jeune agriculteur de 1995 à 2000. Etude (décembre 2001, 24 pages)

L'exonération partielle de cotisations sociales des jeunes agriculteurs de 1995 à 2000. Synthèse (décembre 2001, 4 pages)

Les contrats d'insertion dans le régime agricole en 1999. Synthèse. (janvier 2002, 4 pages)

La distribution des salaires en agriculture en 1999. Etude. (janvier 2002, 33 pages)

La distribution des salaires en agriculture en 1999. Synthèse. (janvier 2002, 5 pages)

- **Annuaire statistiques**

Annuaire statistique Données d'ensemble, Cotisations - Résultats départementaux 2000 (janvier 2002, 140 pages)

Chiffres utiles 2000 (juin 2002, 24 pages)

Annuaire statistique Résultats nationaux 2000 (juin 2002, 228 pages)

Chiffres utiles MSA (édition février 2003, 24 pages)

Annuaire statistique Résultats nationaux 2001 (juillet 2003, 216 pages)

	Articles parus dans OES mensuel en 2002	
Economie agricole	→ Vin de table et bovins : 2 secteurs agricoles en crise. Le nombre de chefs d'exploitation producteurs de vin de table en activité principale est de 21 615 en 2000, celui des éleveurs bovins en activité principale est de 171 957, soit respectivement 3,7 % et 29,1 % des chefs d'exploitation.	JANVIER 2002 N°80
	→ Les contrats d'insertion dans le régime agricole : 42 000 en 1999. Les contrats d'insertion sont les plus fréquents dans le secteur de la production agricole où ils représentent 38 % de l'ensemble des contrats de ce secteur et celui de la production forestière avec 31 % des contrats en 1999.	JANVIER 2002 N°80
	→ 440 000 embauches déclarées avec TESA en 2001 : un quart des employeurs, un tiers des embauches, + 5 % par rapport à 2000. Le TESA a été le plus utilisé dans la Marne où 86 249 embauches ont été réalisées en 2001.	MAI 2002 N°84
	→ Le statut de conjoint collaborateur en 2001 : près de 84 000 personnes. Le nombre de conjoints collaborateurs s'élève à 83 936 en 2001, dont 93 % sont des femmes.	MAI 2002 N°84
	→ La filière bois-forêt : un marché français toujours déséquilibré suite aux tempêtes. La chute des prix du bois a globalement atteint 40 % en 2000.	MAI 2002 N°84
	→ La filière bois-forêt : l'impact des tempêtes sur le commerce extérieur de bois. Les exportations des produits d'exploitation forestière, de carbonisation et de scierie ont augmenté de 30,3 % en valeur en 2000 et diminué de 19,7 % en 2001.	MAI 2002 N°84
	→ Baisse de l'assiette brute de cotisation des exploitants agricoles de 4 % entre 2000 et 2001. L'assiette brute des exploitants agricoles s'élève à 6,7 millions d'euros, après avoir été stable aux environs de 7 millions d'euros entre 1998 et 2000.	JUIN 2002 N°85
	→ 14,2 % des chefs d'exploitation sont pluriactifs en 2001. Le nombre de chefs d'exploitation pluriactifs s'élève à 82 751 en 2001, dont 39 491 à titre principal et 43 260 à titre secondaire.	JUIN 2002 N°85
	→ Le marché du vin : vers quelles évolutions ? Le vin représente 14 % de la production agricole française en 2000, soit 9 milliards d'euros.	JUIN 2002 N°85

	<p>→ Appels de cotisations personnelles auprès des exploitants agricoles : des calendriers très différents suivant les MSA. Les paiements de cotisations les plus importants se situent en mars et en juin, ces deux mois représentent 931 millions d'euros, soit 53% de la totalité de l'appel provisionnel.</p>	JUILLET-AOUT 2002 N°86
	<p>→ En 2001, moins de 10 000 exploitants de moins de 40 ans se sont installés. Le nombre de nouvelles installations d'exploitants âgés de 18 à 40 ans assujettis à l'AMEXA s'élève à 9 994 en 2001, soit une baisse de 7% par rapport à 2000.</p>	JUILLET-AOUT 2002 N°86
	<p>→ Compte national provisoire de l'agriculture en 2001 : une hausse du résultat net par actif en termes réels de 3,4%. La production en valeur de la branche agricole, y compris les subventions sur les produits, augmente de 2,1%.</p>	JUILLET-AOUT 2002 N°86
	<p>→ La crise de surproduction de l'aviculture française. A partir de la mi-2001, la consommation de volailles a commencé à diminuer avec la dissipation des effets de la crise de la "vache folle" et la hausse des prix à la consommation.</p>	SEPTEMBRE 2002 N°87
	<p>→ La filière viticole face à l'évolution du marché. La filière viticole française souffre d'une offre excédentaire sur le marché français et de la concurrence des vins étrangers sur le marché international.</p>	SEPTEMBRE 2002 N°87
	<p>→ Les cotisations sociales des non-salariés agricoles : une baisse du rendement de 3,5% en 2001. Les cotisations sociales des non-salariés agricoles s'élèvent à 2,1 milliards d'euros en 2001.</p>	SEPTEMBRE 2002 N°87
	<p>→ Coopératives : dynamisme de l'emploi salarié, mais un risque potentiel lié au statut juridique. Les établissements du secteur coopération susceptibles de quitter le régime agricole du fait de leur forme juridique représentent une assiette de 1,2 milliard d'euros en 2000.</p>	OCTOBRE 2002 N°88
	<p>→ Les travailleurs occasionnels au régime agricole : 750 000 salariés en 2000. Un million de contrats de travail de travailleurs occasionnels pour 95 000 exploitations.</p>	OCTOBRE 2002 N°88
	<p>→ Révision à mi-parcours de la PAC : les propositions de la Commission européenne économiseraient 200 millions d'euros en 2006. La Commission européenne propose notamment de remplacer le système de jachères rotationnelles actuel par un système de gel fixe sur 10 ans.</p>	OCTOBRE 2002 N°88

Economie agricole	→ Conséquences pour l'agriculture française de la nouvelle loi agricole américaine : baisses des prix agricoles dans le secteur des céréales. L'ensemble des aides que le gouvernement américain apporte à son agriculture varie entre 15 et 20 milliards de dollars par an.	Octobre 2002 n°88
	→ En 2002, 25 CMSA opteraient pour une marge de manœuvre inférieure au taux pivot. Le taux pivot serait choisi par 43 CMSA, soit 55% et 10 CMSA auraient un taux supérieur au taux pivot (13%).	NOVEMBRE 2002 n°89
	→ Quels enseignements tirer des filières étudiées par le Fonds de solidarité des crises agricoles ? Où situer la frontière entre crise structurelle et crise conjoncturelle dans l'étude de quatre secteurs agricoles qui ont fait une demande d'éligibilité au FSCA : l'aviculture, la viticulture AOC, les entrepreneurs de travaux forestiers et la filière des fleurs coupées.	NOVEMBRE 2002 n°89
	→ Les cotisations techniques perçues sur la dotation jeune agriculteur rapporteraient 6,8 millions d'euros au BAPSA 2003. Le nombre de jeunes agriculteurs concernés s'élève à 6 906 en 2003.	DECEMBRE 2002 n°90
	→ La déductibilité fiscale et sociale de la cotisation RCO réduit de 26,6 millions d'euros le total des cotisations des autres branches. La déduction de la cotisation RCO entraîne une diminution du rendement des cotisations de 1,25% en 2001.	DECEMBRE 2002 n°90
	→ Les projets de réforme de la politique laitière dans l'Union européenne. Vers une remise en cause des quotas laitiers à partir de 2008.	DECEMBRE 2002 n°90
	→ Impact attendu d'une application de la proposition de révision à mi-parcours de la politique agricole commune : le cas de l'élevage. Le découplage des aides encouragerait une extensification des secteurs bovin et ovin.	DECEMBRE 2002 n°90
	→ Impact attendu d'une application de la proposition de révision à mi-parcours de la politique agricole commune : le cas du secteur céréalier. La réforme du secteur céréalier se poursuivrait dans la logique de l'Agenda 2000.	DECEMBRE 2002 n°90
Financement	→ Taux des cotisations complémentaires des non-salariés agricoles : 35 CMSA au taux pivot pour l'ensemble des risques en 2001. La marge de manœuvre des taux de cotisations complémentaires départementaux des non-salariés agricoles par branche et par catégorie d'assiette pouvait varier de moins 10 % à plus 5 % des taux de référence en 2001 contre plus ou moins 10 % en 2000.	FEVRIER 2002 n°81
	→ Le produit de la Contribution sociale généralisée en France a été multiplié par 13 depuis sa création en 1991. Le montant de la CSG est passé de 4,56 milliards d'euros en 1991 à 58,19 milliards d'euros en 2000 pour l'ensemble des revenus qui y sont soumis en France, en particulier suite au basculement d'une partie des cotisations d'assurance maladie vers la CSG.	FEVRIER 2002 n°81
Démographie agricole	→ Poursuite régulière de la baisse de l'effectif des personnes protégées en AMEXA : 2 222 828 personnes	JUILLET-AOUT 2002 n°86

	<p>au 1er juillet 2001 (- 2,8%). Le nombre de personnes protégées en AMEXA varie de 1 480 personnes dans le territoire de Belfort à 59 462 en Ile-et-Vilaine.</p>	
	<p>→ Les personnes protégées au régime agricole : baisse de 0,7% entre 2000 et 2001. L'évolution du nombre de personnes protégées en AMEXA est de - 2,8% en 2001 et de + 1,8% en ASA.</p>	OCTOBRE 2002 N°88

	Articles parus dans OES mensuel en 2003	
Economie agricole	<p>→ Filière avicole : la crise de surproduction et les dernières propositions ministérielles de 2002. Les exportations françaises de viande de volaille ont diminué de 18% en tonnage entre les premiers semestres 1998 et 2002</p>	JANVIER 2003 N°91
	<p>→ Taux de cotisations complémentaires des non-salariés agricoles en 2002 : 36 MSA appliquent des taux différents du taux pivot. 28 CMSA ont choisi un taux inférieur au taux pivot et 8 ont choisi un taux supérieur au taux pivot.</p>	FEVRIER 2003 N°92
	<p>→ Cotisations des non-salariés agricoles en 2003 : 61 MSA ont procédé à deux appels sur l'année. Le 1^{er} appel des cotisations des non-salariés agricoles est fixé par la majorité des MSA (51) en mars.</p>	Mars 2003 n°93
	<p>→ L'après Agenda 2000 : vers une réforme à mi-parcours de la politique agricole commune ? Le changement proposé le plus important est un "régime de paiement unique", appelé aussi découplage, en remplacement des actuels paiements directs par produit qui concernerait les secteurs des grandes cultures, des viandes bovine et ovine et par la suite le secteur laitier.</p>	
	<p>→ Accords commerciaux avec les pays du Sud : quelle cohérence avec la politique agricole commune ? (Compte rendu de la Commission Economique (COMECO) de la FNSEA du 22 janvier 2003). Les accords de partenariat économique prévoient l'instauration du libre accès aux marchés des pays Afrique-Caraïbes-Pacifique pour les produits de l'Union européenne à partir de 2008.</p>	
	<p>→ Convention sur l'avenir de l'Europe : quelle place pour l'agriculture ? (Compte rendu de la Commission Economique (COMECO) de la FNSEA du 22 janvier 2003). En vue de l'élargissement de l'Union européenne de 15 états à 25, la réforme des institutions européennes s'avère nécessaire.</p>	

Economie agricole	<p>→ Quels débouchés non alimentaires pour l'agriculture ? (Compte rendu de la Commission Economique (COMECO) de la FNSEA du 5 mars 2003. L'expansion agricole de produits non alimentaires tels que les biocarburants pose le problème de la superficie à lui consacrer en France et dans l'Union européenne, ainsi que la subvention de ces produits.</p>	Avril 2003 n°94
	<p>→ Estimations de l'impact de l'assouplissement des conditions d'ouverture de droit aux prestations en espèces des assurances maladie, maternité et invalidité. Le nombre de bénéficiaires maximum concernés s'élèverait à 160 000 pour un arrêt de travail inférieur à six mois, et à 42 000 pour un arrêt de travail supérieur à six mois.</p>	
	<p>→ Les départs précoces du régime des non-salariés agricoles : 40% de départs des exploitations sont le fait de chefs d'exploitation âgés de 55 ans ou moins en 2002. Le nombre de départs précoces s'élèvent à 12 754 en 2002.</p>	
	<p>→ Cotisations sociales des non-salariés agricoles : légère hausse du rendement de 0,2% en 2002 par rapport à 2001. Les cotisations des non-salariés agricoles s'élèvent à 2,12 milliards d'euros en 2002.</p>	Juin 2003 n°96
	<p>→ Cotisations complémentaires des non-salariés agricoles en 2002 : baisse de près de 2 millions d'euros courants par rapport à 2001. La baisse des cotisations complémentaires des non-salariés agricoles en 2002 s'élève à 11 millions exprimés en euros constants.</p>	
	<p>→ Bilan des aides à l'emploi du régime agricole : près de 97% des contrats conclus au 2^{ème} trimestre 2001 bénéficient d'une exonération de cotisation. L'exonération ou la réduction de la cotisation PFA est l'aide à l'emploi agricole la plus fréquente : 30% des contrats sont concernés par cette mesure spécifique.</p>	
Financement	<p>→ Budget 2003 des accidents du travail des salariés agricoles : en augmentation de 6% par rapport à 2002. Le budget 2003 Accidents du travail des salariés agricoles s'élève à 463,1 millions d'euros.</p>	Janvier 2003 n°91
	<p>→ Taux de cotisations Accidents du Travail des salariés agricoles globalement en augmentation en 2003 : hausse de 0,09 point pour un taux moyen de 2,53%. Les hausses de taux affectent 24 catégories dont la plus élevée concerne le secteur de la sylviculture : 0,75 point.</p>	
	<p>→ BAPSA 2003 LFI votée : + 2,6% par rapport au BAPSA 2002. Le BAPSA 2003 s'élève à 14,6 milliards d'euros.</p>	

Financement	<p>→ Compensation démographique 2001 : 7,6 milliards d'euros pour le régime agricole. La compensation démographique a augmenté de 2,7% entre 2000 et 2001</p>	
	<p>→ Une hausse attendue de 1% des cotisations en 2003, dans le cadre du projet de financement de la protection sociale des non-salariés agricoles. Le montant des cotisations des non-salariés agricoles s'élèverait à 2,14 milliards d'euros en 2003, correspondant à une hausse de 22 millions d'euros.</p>	Juin 2003
	<p>→ Impacts du projet de financement de la protection sociale des non-salariés agricoles sur les cotisations de solidarité. L'application d'une assiette forfaitaire aux cotisants solidaires dont l'assiette est inconnue (40% d'entre eux en 2002) entraînerait un gain de 3,9 millions d'euros.</p>	
Démographie agricole	<p>→ La baisse des effectifs de personnes protégées en AMEXA s'accroît en 2002 : - 3% contre - 2,8% en 2001. Le nombre des personnes protégées en AMEXA au 1^{er} juillet 2002 pour l'ensemble des assureurs s'élève à 2 155 390, soit une baisse de 67 000 personnes entre 2001 et 2002.</p>	Mars 2003 n°93

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2004
ACTIVITÉ SALARIÉE	- SISAL : Système d'information des salariés agricoles	Emissions de cotisations et contributions sociales	Exhaustif	Trimestriel	Employeurs Effectifs cotisants Entreprises, établissements, activités, salariés, contrats de travail, déclarations de main d'œuvre, cotisations et contributions sociales	États récapitulatifs trimestriels États récapitulatifs annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux Synthèses et Études de l'emploi agricole Observatoire de l'emploi agricole UNEDIC : Fichier trimestriel et annuel des cotisants UNEDIC Ministère de l'Agriculture : tableaux de bord trimestriel et annuel de l'emploi agricole	Maintenanc e en fonction des évolutions législatives portant sur les charges sociales Mise en service du flux d'information transmis à l'INSEE pour le suivi conjoncturel de l'emploi

ANNEXE

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable(s)	Publications Diffusion	Évolution 2004
ACTIVITÉ NON SALARIÉE	Réseau trois branches SIERA	Assiettes, Cotisations et cotisants Entreprises	Cotisants actifs	Annuel	Chef d'exploitation Exploitation Assiette Cotisations Ventilations des cotisations, des assiettes des cotisants	Études financières Observatoire des cotisants non-salariés COTAGRI Études financières États récapitulatifs annuels Tableau de bord de l'emploi non salarié Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	Suivi des installations en agriculture	Exploitants agricoles assujettis par la MSA	Exhaustif	+Enquête complémentaire à la demande des MSA	Caractéristiques de l'exploitant et de l'exploitation Stratégie d'adaptation Conditions de l'installation		